



Conseil européen

Le Conseil européen des 29 et 30 octobre 2009 s'est prononcé, notamment :

- ♦ Sur les questions institutionnelles : Il a accepté la demande de la République tchèque de déroger à l'application de la charte des droits fondamentaux, au même titre que le Royaume-Uni et la Pologne, pour signer le traité de Lisbonne. Il a tenu à rappeler qu'aux termes de l'article 5.2 du traité, "toute compétence non attribuée à l'Union dans les traités appartient aux Etats membres" et qu'aux termes de l'article 51.1 de la charte des droits fondamentaux, celle-ci s'adresse aux institutions, organes et organismes de l'Union dans le respect du principe de subsidiarité, ainsi qu'aux Etats membres uniquement lorsqu'ils mettent en oeuvre le droit de l'Union".

- ♦ Sur le changement climatique, le Conseil a arrêté sa position de négociation pour la conférence de Copenhague des 7/18 décembre 2009 sur un accord climatique mondial pour l'après 2012, : il retient l'estimation de 100 milliards d'euros par an d'ici 2020 le coût de l'adaptation des pays en développement et celle de 22 à 50 milliards par an le niveau global du soutien public international nécessaire ; il se prononce pour l'élaboration préalable d'un cadre institutionnel efficace de gouvernance mondiale du financement des mesures nécessaires ; pour l'UE, il renvoie le calcul de la contribution de chacun des Etats membres à l'aide aux pays en développement à un groupe de travail ad hoc.

- ♦ Sur l'emploi, il rappelle la nécessité de promouvoir des politiques actives en matière d'inclusion et de protection sociales.

- ♦ En matière d'énergie, il se félicite des progrès accomplis en ce qui concerne les infrastructures et les interconnexions énergétiques.

Traité de Lisbonne

Le président de la République tchèque, a signé le traité de Lisbonne le 3 novembre dernier ; son entrée en vigueur interviendra le 1er décembre 2009. Les procédures de désignation aux postes de président du Conseil européen et de Haut représentant pour les affaires étrangères vont être très rapidement engagées, ainsi que la finalisation de la liste des candidats à la future Commission européenne.

Télécommunications

Les discussions menées sur le "paquet" télécommunications présenté en novembre 2007 par la Commission européenne sont sur le point d'aboutir. Les éléments de ce paquet encadrent, notamment, le changement d'opérateur, l'information des consommateurs, les normes minimales de qualité, la protection des données personnelles, l'accès au service d'urgence 112, l'indépendance des régulateurs nationaux, une autorité européenne des télécommunications, la séparation fonctionnelle réseaux/services, l'accès à la bande large, la liberté d'accès à Internet. Ce dernier point a fait l'objet de discussions longues et difficiles entre le Parlement qui avait déposé un amendement visant à garantir les usagers contre des restrictions excessives d'accès à Internet, et le Conseil qui y était opposé, tout particulièrement le Royaume-Uni et la France. .../...

European Council

- ♦ The European Council of 29th and 30th October, 2009 decided, among other issues, on the following:

Regarding institutional issues: It has consented to the demand by the Czech Republic to be dispensed from the implementation of the Charter of Fundamental Rights, in the same way as the United Kingdom and Poland, in order for it to sign the Treaty of Lisbon. The Council recalled that under the Article 5.2 of the Treaty, "any competences not conferred upon the Union in the Treaties remain with Member States" and that under the Article 51.1 of the Charter of Fundamental Rights, it is addressed to institutions, bodies, and organisations of the Union with due regard for the principle of subsidiarity, and to the Member States only when they are implementing Union law".

- ♦ On climate change, the Council adopted its negotiating position for the forthcoming conference in Copenhagen on 7th/18th December, 2009 on a global climate agreement for the period beyond 2012, it maintains the estimate of 100 billion euros per year from now to 2020 as the cost for the adaptation in developing countries and that 22 to 50 billion per year the overall level of public support necessary international and he has decided on the prior development of an effective institutional framework of global governance funding measures necessary, for the EU, it leaves the calculation of the contribution by each Member State to help developing countries, to a working team ad hoc.

- ♦ On employment, it recalls the need to promote active policies with regards to matters of inclusion and of social protection.

- ♦ On energy, the Council expressed satisfaction with progress achieved with regard to infrastructure and energy interconnections.

The Treaty of Lisbon

The President of the Czech Republic signed the Treaty of Lisbon on 3rd November, it is scheduled to come into force on 1st December, 2009. The appointment procedures for the nominations to posts of President of the European Council and High Representative for foreign affairs will be launched soon, just as the finalisation of the list of candidates to the future European Commission.

Telecommunications

Discussions on the telecoms "package", presented in November 2007 by the European Commission are about to reach an outcome. Among the elements included in this package are those concerning, in particular, changing operators, consumer information, minimum quality standards, protection of personal data, access to 112 emergency service, the independence of national regulators, a European telecommunications authority, the networks/services functional separation, access to broadband services and freedom of access to the Internet. This latter point was the subject of very long and difficult discussions between the Parliament, which had filed an amendment aimed to protect users against excessive restrictions to Internet access, and the Council which was opposed to it, especially the United Kingdom and France. .../...

L'amendement 138 voulait obliger les Etats membres à faire précéder toute coupure de l'accès d'une décision judiciaire.

Le 5 novembre 2009, les deux parties se sont entendues pour que la directive précise, notamment, que : les mesures prises par les Etats membres en matière d'accès à Internet respectent les droits fondamentaux et la liberté des citoyens tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne pour la protection des droits humains et des libertés fondamentales et les principes généraux du droit de l'Union ; les mesures de restriction doivent être appropriées, proportionnées et nécessaires et, en particulier, respecter la présomption d'innocence et le droit à la vie privée ; tous les citoyens de l'Union ont droit à une procédure judiciaire préalable, équitable et impartiale, y compris le droit d'être entendu.

Avant son entrée en vigueur, le "paquet" ainsi modifié doit repasser au Parlement, puis au Conseil des ministres.

Transparence

Un an après sa mise en place, la Commission européenne se félicite, dans une communication adoptée le 28 octobre 2009, que plus de 2000 organisations se soient inscrites sur son registre des représentants des groupes d'intérêts, mais regrette l'absence des barreaux d'avocats et des groupes de réflexion. La communication propose le maintien des principes retenus à l'origine - déclaration volontaire, code de bonne conduite, niveau raisonnable d'information financière, déclaration des organisations plutôt que des personnes -, et, comme amélioration, elle institue une grille unique de tranches en euros pour exprimer la part des clients dans les groupes d'intérêts et une déclaration du nombre de personnes actives dans ces groupes. Voir également bulletins 238 et 235

http://ec.europa.eu/commission_barroso/kallas/doc/news68_en.pdf

Cour de justice

♦ **Plans nationaux d'allocation (PNA) de quotas d'émission de gaz à effet de serre, partage des compétences** : Dans les arrêts T-183/07 et T-263/07, du 23 septembre 2009, le Tribunal de première instance dit qu'aux termes de la directive 2003/87/CE les Etats membres sont seuls compétents pour élaborer leurs PNA et disposent d'une marge de manoeuvre pour choisir la méthode de leur élaboration, la Commission devant se cantonner à vérifier la conformité des plans avec les critères établis par la directive. En rejetant les PNA de la Pologne et de l'Estonie en raison de la quantité totale retenue de quotas à allouer chaque année, la Commission s'est donc substituée en pratique aux Etats membres concernés et a empiété sur leur compétence exclusive. De plus, dans le cas de la Pologne, il lui incombait de faire la preuve que la méthode d'analyse économique et les données retenues étaient contraires au droit communautaire, et dans le cas de l'Estonie elle a violé le principe de bonne administration en n'examinant pas le PNA de manière adéquate.

♦ **Congé parental à temps partiel, indemnité de licenciement** : Dans une décision préjudicielle, arrêt C-116/08 du 22 octobre 2009, la Cour dit qu'aux termes de l'accord-cadre entre les partenaires sociaux européens de 1997 sur le congé parental, un employeur qui résilie, sans motif grave ou sans respecter le délai légal de préavis, le contrat de travail d'un travailleur engagé pour une durée indéterminée et à temps plein, alors que ce dernier bénéficie d'un congé parental à temps partiel, doit verser à ce travailleur une indemnité déterminée sur la base de sa rémunération à temps plein.

Amendment 138 was intended to oblige Member States to precede any interruption of this access by a court decision.

On November 5, 2009, both parties in the discussions agreed that the Directive should, in particular, state that: measures taken by Member States as regards access to Internet should abide by fundamental rights and freedom of citizens as guaranteed by the European Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms and the general principles of the Union law; the restrictive measures must be appropriate, proportionate and necessary and, in particular, they must respect the presumption of innocence and the right to private life; all Union citizens are entitled to a prior court proceeding which is fair and impartial, including the right to be heard.

Before its entry into force, the amended "package" must return back to the Parliament and to the Council of Ministers.

Transparency

The European Commission, in a communication adopted on 28th October, 2009, expresses satisfaction that more than 2,000 organisations have registered on its register of representatives of interest groups, just a year after its establishment, however, it regrets the absence of law firms and think tanks. The communication further proposes maintaining principles which were adopted at the setting up of the register - voluntary declaration, code of good conduct, a reasonable disclosure of financial information, registration of organisations rather than individuals - and, as an improvement, it establishes a single scale of partitions in euros to express the clients' part in interests groups and a statement on the number of active members in these groups. See also bulletins 238 and 235

http://ec.europa.eu/commission_barroso/kallas/doc/news68_en.pdf

European Court of Justice

♦ **National Allocation Plans (NAP) for emission allowances of greenhouse gas emissions, sharing skills**: In cases T-183/07R and T-263/07 of 23rd September, 2009 the Court of First Instance said that under terms of the Directive 2003/87/EC Member States are the sole authorities with competence to develop their NAPs and are granted flexibility to choose the method of preparing them as they consider appropriate, the Commission must confine itself to verifying compliance of these plans with criteria established by the Directive. By rejecting the PNA established by Poland and Estonia because of the total amount of quotas to be allocated each year, the Commission has, in practice, substituted itself for Member States concerned and has encroached on their exclusive jurisdiction. Moreover, in the case of Poland, it was required to demonstrate that the method of economic analysis and the data used were contrary to Community law, and in the case of Estonia it has violated the principle of good administration by failing to examine the PNA adequately.

♦ **Parental leave for part-time employment, severance payment**: In a preliminary ruling, Case C-116/08 of 22nd October, 2009, the Court said that under the framework agreement between the European social partners in 1997 regarding parental leave, an employer who terminates, for no serious reasons or without respecting the statutory notice period, the employment contract of an employee engaged for an indefinite period and on full time basis, while the latter benefits from part-time parental leave must pay the worker compensation determined on the basis of the employee's full time salary.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. Distributed by E-mail exclusively. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.